

Quand l'urgence sanitaire sert à sauver les profits capitalistes, Une seule solution : Imposer nos jours heureux et notre 100% Sécu ! Tous en grève et dans la rue Mardi 16 Juin 2020



Un État d'urgence sanitaire et un confinement dévoyé pour détruire nos droits sociaux et nos libertés

Plus les jours passent plus nous avons la certitude que la pandémie a servi de prétexte à instaurer un État policier au service exclusif de la finance et du patronat.

Nous ne savons plus exactement si le déconfinement a débuté parce qu'il y avait désormais des masques et du gel, ou si la « pénurie » (pas pour les grandes surfaces !) de masques et de gel avait servi de prétexte au confinement.

Tous confinés, tous muselés et bloqués chez nous pendant que le Gouvernement poursuit son œuvre destructrice de notre protection sociale et de nos libertés, voilà ce qui se passe durant cette période de pandémie qui devient l'argument pour nous soumettre à la régression. Chaque jour depuis le confinement, nous avons pu suivre la centralisation de tous les pouvoirs par le Président de la République.

Le maintien de l'interdiction de se rassembler à plus de 10 personnes symbole de l'autoritarisme

Sur injonction de Macron, bien poussé par le patronat, depuis le 11 mai on peut à nouveau s'entasser dans les transports en commun pour aller travailler ou bien dans les centres commerciaux pour consommer.

Après la réouverture des bars et restaurants, la seule interdiction qui reste maintenue par le Gouvernement est celle de se rassembler sur la voie publique. Il espère ainsi confiner nos colères et étouffer toutes protestations durant la crise sociale qui s'annonce.

Avec Macron notre jour d'après sera bien pire si nous ne reprenons pas la rue.

Dressons le bilan, ouvrons les yeux et réagissons :

- **État d'Urgence Liberticide** : La CNCDH (Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme) dénonce un État d'urgence liberticide mettant dans les mains de l'Exécutif tous les pouvoirs.
- **Droit du travail laminé** : Congés payés et RTT pillées, temps de travail allongé, ce sont les acquis du Front populaire qu'on assassine par Ordonnances pour que le patronat récupère ses profits au plus vite.
- **Aides directes aux entreprises qui licencient** : Plus de 130 Milliards d'aides aux entreprises (Activité partielle, Prêts garantis par l'État donc par notre argent) distribués sans aucune garantie sur l'emploi comme chez Renault ou Air France.
- **Licenciements massifs** : Ils couvaient déjà, notamment dans le secteur du commerce, la pandémie arrive à point nommé pour les justifier et servir d'épouvantail aux salariés qui se verront proposer ces mortels ACP (Accords Collectifs de Performance) que des syndicats soumis signeront sans vergogne. Le grand chantage à l'emploi est donc lancé.
- **Premiers de Corvées exploités** : Des millions de salariés jusque-là invisibles ont dû continuer à travailler en « première ligne » au prix parfois de leur vie. Si tout le monde a pu voir l'utilité de ces métiers, leur revalorisation salariale et l'amélioration de leurs garanties collectives n'est toujours pas à l'ordre du jour de l'agenda social du Gouvernement.
- **Sécurité sociale vache à lait** : Nos cotisations sociales vont payer l'addition voilà la vérité. L'argent de nos cotisations est soit pillé à la source sous forme d'exonération, soit utilisé pour financer le système de santé et les mesures de l'État d'urgence. Pourtant le coût de l'épidémie devrait être pris en charge par l'Etat.
- **Privés d'emploi menacés** : Des millions de salariés vont se retrouver sans emploi au moment où une réforme va réduire drastiquement les montants d'indemnisation dès le mois de septembre. Beaucoup de précaires ne pourront même pas s'ouvrir de droits.
- **Jeunesse sacrifiée** : Les perspectives d'accès à l'emploi, à l'alternance ou à une formation choisie s'amenuisent et déjà le patronat charognard réclame encore plus d'exonérations à l'embauche. A quand le retour du CPE ?
- **Aide accompagnement et soins à domicile oublié** : Cinquième roue du carrosse les salarié(e)s de ce secteur à 97% féminin ont d'abord été exclu(e)s des distributions de protections puis par la suite de la « reconnaissance par primes ».
- **MSA dans le collimateur** : Opportunément un rapport de la cour des comptes prépare la fin, comment éviter le triste exemple du RSI et la catastrophe pour les salariés ?
- **La retraite toujours menacée** : Alors qu'on nous disait le projet abandonné, le Mr retraite du Gouvernement devient secrétaire d'état et l'entourage de Macron fait savoir que le projet se justifie toujours pour réaliser des économies.

Avec la CGT contre le poison Macron :

Emplois, Salaires, Protection Sociale et 100% Sécurité

Il ne suffit plus de s'indigner ou d'applaudir, il faut manifester et lutter pour gagner !